

SANDRINE PERROT

DEUX FEMMES, DE LA GUÉRILLA À L'INSTITUTIONNALISATION DU POUVOIR EN OUGANDA

PORTRAITS CROISÉS DE JANET MUSEVENI

ET DE WINNIE BYANYIMA

LES PORTRAITS CROISÉS DE JANET MUSEVENI, PREMIÈRE DAME, ET DE WINNIE BYANYIMA, ANCIENNE COMBATTANTE DU NATIONAL RESISTANCE MOVEMENT/ARMY DE YOWERI MUSEVENI ET FIGURE CHARISMATIQUE DE LA NOUVELLE OPPOSITION AU RÉGIME, JETTENT UN ÉCLAIRAGE NOUVEAU SUR LES ÉVOLUTIONS DU POUVOIR OUGANDAIS, DE LA GUÉRILLA À SON INSTITUTIONNALISATION. ILS DONNENT LIEU À UNE LECTURE DE SES MUTATIONS, DE SES CONTRADICTIONS ET DE SES LIMITES, SOULIGNANT L'ACTUELLE PERSONNALISATION DU POUVOIR ET L'INFORMALISATION DU PROCESSUS DE DÉCISION.

La campagne présidentielle ougandaise de 2001 a mis en avant de manière inhabituelle les femmes de candidats. La Première dame, Janet Museveni, s'afficha, plus mobilisatrice que jamais, aux côtés du président sortant, Yoweri Museveni, fondateur du National Resistance Movement/Army (NRM/A, désormais appelé « Mouvement »). Face au couple présidentiel est apparu le colonel Kiiza Besigye, ancien compagnon d'armes et médecin de Museveni, épaulé par sa jeune épouse Winnie Byanyima, ancienne maquisarde de la NRA (National Resistance Army) et ancienne maîtresse du leader guérillero Museveni. Au-delà de son aspect cocasse, cette situation hors norme a mis en évidence les entrelacs de la sphère domestique et de la sphère publique, en apportant un éclairage nouveau sur les mécanismes du pouvoir et sur ses représentations.

Janet Museveni et Winnie Byanyima ont des points en commun : originaires de la même région, l'Ankole, dans le sud-ouest de l'Ouganda, elles appartiennent toutes deux au groupe ethnique banyankole et au même sous-groupe

hima¹ ; elles sont de même extraction sociale et ont été amoureuses du même homme. En revanche, elles ont suivi un parcours très différent, avec, d'un côté, une mise en lumière progressive et « par procuration » de Janet, et, de l'autre, un engagement politique marqué et précoce de Winnie. D'un côté donc, une épouse légitime, discrète, mère de quatre enfants, rentrée d'exil pour investir officiellement ses fonctions, de l'autre, une jeune femme, révoltée et idéaliste, arrivée en 1986 à Kampala au bras de Museveni avec les troupes de la NRA après une guérilla de cinq ans. S'opère ensuite une ascension symétrique de Janet en tant que représentante d'un pouvoir « civilisé » et femme d'un leader de la « nouvelle génération », et une distanciation physique et idéologique de Winnie par rapport au régime. Puis, on assiste à une confrontation des deux femmes autour de la légitimation/déligitimation du régime.

Alors que Winnie s'est imposée comme figure de proue de la « nouvelle opposition » qui menace le régime, Janet est devenue l'un des piliers sur lequel repose un pouvoir en perte de vitesse. À travers la trajectoire de ces deux femmes, que tout rassemble et tout oppose à la fois, peut se lire celle d'un régime, de ses mutations, de ses limites et de ses contradictions. L'évolution de la place de la Première dame en Ouganda, la gestion de l'opposition et donc de sa rivale par le régime, autant que leurs rôles respectifs sur la scène politique intérieure dévoilent les restructurations en cours au sein du pouvoir ougandais.

DE LA RÉVOLUTION À LA « CIVILIANISATION »

DU POUVOIR (1986-1994)

Janet Kataaha est née en 1950 dans le sous-comté de Ntungamo. Elle est issue d'une famille étendue et aisée qui, par l'instruction qu'elle avait reçue, avait acquis une certaine notoriété dans la région. C'est son oncle, John Kazzora, riche avocat formé à Londres, qui l'a recueillie à la mort de ses parents. Contrairement à sa future épouse, Museveni ne disposait pas de réseaux familiaux étendus². Éleveur semi-nomade, son père venait de s'installer à Rushere, au nord de Mbarara, quand une épidémie de fièvre décima la moitié de son troupeau. C'est donc au sein de la famille Byanyima que Museveni fut élevé et reçut son instruction. En 1967, il sort diplômé en sciences politiques et économiques de l'université de Dar es-Salaam, terreau des militants révolutionnaires nationalistes, anti-impérialistes et panafricains. Avec plusieurs de ses camarades avec lesquels il avait partagé les bancs de l'école primaire ou fréquenté les groupes d'étudiants à Dar, il fonde le Front of National Salvation (Fronasa). Le coup d'État militaire d'Idi Amin, en janvier 1971, décida alors de son passage à la lutte armée.

Proche du libéral et catholique Democratic Party (DP), John Kazzora avait d'abord vu le coup d'État d'Amin comme une occasion de se débarrasser du président upéciste Obote³. Mais la violence de la soldatesque au pouvoir l'avait rapidement convaincu de fuir le pays. En 1972, il rejoignit Nairobi, rappelant Janet du pays de Galles où elle se préparait à passer son baccalauréat. Le Fronasa était alors en pleine déroute : l'invasion de septembre 1972 depuis la Tanzanie à laquelle il avait participé avec d'autres groupes armés exilés avait tourné court. La répression aminienne qui avait suivi avait démantelé ses réseaux clandestins ougandais. À Nairobi, Museveni cherchait de son côté de nouveaux soutiens. Kazzora lui offrit de se servir des contacts qu'il avait noués au barreau d'Angleterre. Quand il partit pour l'Angleterre, c'est Janet qu'il chargea d'être son agent de liaison avec Museveni. Les deux jeunes gens se marièrent à Londres six mois plus tard, en août 1973. Janet avait alors 23 ans, Museveni, 29 ans.

Malgré les fortes réticences de son épouse qui ne croyait guère en la possibilité d'une victoire du Fronasa, Museveni mûrissait ses projets de rébellion, en Tanzanie, au Kenya, au Mozambique. En 1978, mieux préparé et mieux formé, il s'associa aux forces tanzaniennes pour renverser Amin. Suite à la victoire armée de cette coalition hétéroclite, la famille Museveni retourna en Ouganda. Un retour de courte durée car, face à l'instabilité politique et aux manœuvres visant à ramener Obote au pouvoir, Museveni dut réactiver ses réseaux armés. À l'annonce des résultats truqués des élections de décembre 1980, il prit le maquis à la tête de la Popular Resistance Army (PRA), rebaptisée NRM/A. Lorsque la « guerre du bush » éclata en février 1981, Janet avait plus de 30 ans et était déjà installée dans son rôle de mère de famille. Elle préféra l'exil et quitta l'Ouganda deux jours avant la première attaque de la NRA ; avec ses quatre enfants, elle rejoignit Nairobi puis la Suède.

1. C'est aussi le cas de Yoweri Kaguta Museveni. Le groupe ethnique des Banyankole était traditionnellement divisé en deux castes, celle des Bahima (environ 10 %), éleveurs semi-nomades, proches du pouvoir royal de l'*Omugabe* et de l'élite sociopolitique de la région, et celle largement majoritaire des paysans bairu (90 %). Les cadres historiques du NRM comptaient autant de Bairu que de Bahima. Voir, à ce sujet, M. Doornbos, *Not all the Kings' Men, Inequality as a Political Instrument in Ankole, Uganda*, La Haye, Mouton Publishers, 1978.

2. Amos Kaguta, son père, se sépara de sa mère pour prendre une seconde épouse dont il eut huit enfants. L'ancrage local de la famille Kataaha contrastait, en outre, avec les origines « douteuses » (comprendre rwandaises) prêtées à Museveni par ses détracteurs.

3. Depuis l'indépendance, les partis s'affrontaient autour d'âpres luttes à la fois politiques, ethniques et confessionnelles. Le DP de Paul Ssemogerere, bien implanté au Buganda, recueillait le soutien des catholiques libéraux. À l'opposé, les protestants avaient rejoint en masse l'Uganda People's Congress (UPC) du Langi Milton Obote, parti de gauche progressiste, qui, par sa prise de position anti-baganda, avait conquis les ethnies « périphériques » du nord et de l'est du pays.

Winnie n'avait alors que 22 ans. Née en 1959 à Ruti, à quelques kilomètres de Mbarara, elle est issue d'un milieu intellectuel et catholique. Son père, Boniface, était un membre éminent du DP et l'un des opposants les plus farouches au régime autoritaire et tribaliste d'Obote. Sa mère, de sang royal, avait été institutrice jusqu'à son mariage. Diplômée de l'université de Manchester et de l'Institut technologique de Cranfield en Grande-Bretagne, Winnie était une jeune femme brillante, première femme ingénieur aéronautique. Très tôt, elle fit preuve d'un engagement politique fort, marqué par ses lectures marxistes. Dès sa sortie de l'université, elle rejoignit les réseaux de lutte des exilés ougandais en Tanzanie, puis le bureau exécutif de la branche londonienne du DP. Le Mouvement se distinguait autant par la cohésion idéologique et le milieu intellectuel de ses cadres dirigeants, pour la plupart banyankole, que par la discipline de sa branche armée. Opérant dans tout le sud du pays, il recrutait en masse parmi les victimes du régime Obote : les exilés rwandais et les paysans baganda⁴. D'abord militante clandestine au sein d'Uganda Airlines, Winnie quitta son poste d'ingénieur de vol en 1984 pour rejoindre les réseaux maquisards où elle occupa un poste administratif. Elle y côtoya le noyau dur du commandement politique et militaire, et se rapprocha bientôt du chef guérillero Yoweri Museveni avec lequel elle tissa des liens privilégiés et intimes. À la fin de la guerre, Winnie incarnait la génération des « combattants de la liberté », intellectuels-guérilleros sortis vainqueurs d'une guerre de cinq ans et venus armes au poing libérer le pays de la violence et du chaos.

En 1986, personne ne connaissait vraiment ces jeunes « libérateurs ». Aussi, personne ne s'étonna de voir Winnie s'installer avec Museveni à State House pour y remplir les fonctions de Première dame. Elle était intelligente, pertinente et s'exprimait bien. Elle partageait avec Museveni les mêmes idéaux, le même sens de la lutte, la même ambition politique. Janet, de son côté, n'avait acquis qu'une formation d'hôtesse de l'air à Entebbe. Elle était timide, n'avait guère d'aptitude à parler en public et souffrait d'épilepsie. Mais l'installation à la tête de l'État du groupe révolutionnaire changea la donne. Le couple adultère Byanyima-Museveni ne résista pas à l'épreuve du pouvoir et de son institutionnalisation : les pressions des Églises traditionnelles, protestante comme catholique, pour faire revenir Janet aux côtés de son mari, autant que celles du NRM où certains s'inquiétaient de l'influence de Winnie sur les décisions du président, eurent raison des résistances de Museveni. Après plusieurs années de flottement, Salim Saleh, frère de Museveni, Sam Kuteesa, cousin par alliance de Janet, et Jim Muwhezi, proche du pouvoir, furent chargés des basses œuvres et chassèrent Winnie *manu militari* de State House.

**VERS L'INSTITUTIONNALISATION DU RÉGIME : L'ASCENSION
DE JANET COMME ÉPOUSE IDOINE D'UN « NOUVEAU DIRIGEANT AFRICAIN »**

Rétablie dans sa fonction de Première dame, Janet remplissait désormais pleinement son rôle. Au moment où le régime cherchait à remédier à l'étroitesse sociorégionale de ses soutiens et entamait une réflexion sur son image, Janet apparaissait comme un complément bienvenu à la légitimité virile du pouvoir et à la réputation de guérillero gauchiste d'un Museveni en treillis. Symbole de la « civilianisation » du régime et de sa rupture avec la guérilla, le retour de Janet constituait l'une des conditions à l'acquisition par le jeune régime d'une respectabilité internationale.

Janet construisit autour de sa fonction de Première dame une image de femme moderne, active, à la fois simple et raffinée, qu'elle étoffa au fil du temps. Elle s'imposa d'abord comme gardienne de la sphère domestique, ciment de la famille Museveni. « Mama Janet » se consacrait à nombre d'associations et de fondations locales et internationales en faveur des orphelins par le biais de son ONG, l'Uganda Women Effort to Save Orphans (Uweso), mais aussi des femmes rurales ou encore des handicapés.

La dame patronnesse s'érigait en protectrice des valeurs morales. Fervente *born-again*, elle affichait sa foi au grand jour depuis que la religion pentecôtiste l'aurait guérie de son épilepsie. Elle participa, au début des années 1990, à la création de l'Uganda Youth Forum (UYF), forum de discussion à destination de la jeunesse s'inspirant de principes bibliques pour promouvoir un engagement spirituel, moral et social. Contrastant avec la distance critique de Museveni vis-à-vis des Églises⁵, la ferveur chrétienne de Janet permettait à son mari de se limiter à une pratique formelle du christianisme.

Par-delà ces activités classiques d'aide aux démunis et autres œuvres de bienfaisance, Janet Museveni construisit son image de femme publique en s'engageant dans la lutte contre le sida, à une époque où ce genre d'engagement n'était pas encore en vogue. L'Ouganda, en effet, fut l'un des tout premiers pays en Afrique à avoir pris conscience de l'ampleur de l'épidémie et à mettre en place des mesures de soins et de prévention efficaces, autour du slogan ABC

4. Les Baganda n'avaient pas pardonné à Obote l'abolition de leur royaume en 1967, la mort en exil du *kabaka* et les massacres des populations civiles par l'armée en 1984-1985 dans la région du Luwero. Quant aux Rwandais installés principalement en Ankole et dans le sud du pays depuis leur exil à la fin des années 1950, le régime d'Obote avait agité comme une menace la question de la nationalité dans le but d'acquérir leurs terres et leurs biens.

5. Dans son programme politique rédigé dans le maquis en 1981, Museveni critiquait le sectarisme des Églises qui, par leur implication sur la scène politique, avaient entretenu les luttes politico-confessionnelles et profondément divisé l'Ouganda.

(« *Abstain, Be Faithful, or Wear a Condom* »). Dès la seconde moitié des années 1980, Janet prit la direction d'une campagne de prévention (« *Save the Next Generation from HIV/AIDS* »). Elle popularisa, via l'UYF notamment, le « *True Love Waits* », un programme fondé sur l'abstinence prémaritale et la fidélité après le mariage, conçu et mis en œuvre aux États-Unis, en 1993, par le Life Way Christian Resources et la Southern Baptist Convention. Prenant le contre-pied du discours de prévention des grandes agences mondiales, Janet ne ménageait pas ses critiques contre les campagnes de distribution massive de préservatifs et encourageait, au contraire, une moralisation de la vie privée, soutenue en cela par Washington et les Églises pentecôtistes.

Malgré ce conservatisme compassionnel, son positionnement précoce en matière de prévention, cumulé aux premiers résultats encourageants des campagnes ougandaises de lutte contre le sida, offrait à Janet un tremplin vers la scène internationale. La baisse de la séroprévalence, dès le milieu des années 1990, avait fait du pays un objet de curiosité et l'avait érigé en exemple pour l'Afrique. Janet devenait ainsi le porte-voix du modèle ougandais face à cette crise sanitaire majeure. Ce faisant, elle se réappropria, en partie, le succès des politiques publiques et personnalisait à son profit les réussites de cette dynamique collective. Le 6 mai 2002, Janet Museveni reçut à Washington DC le premier *Global AIDS Leadership Award*. Par la visibilité internationale ainsi acquise, elle concourait à asseoir la respectabilité et la crédibilité du régime. En même temps que son mari, elle devenait la figure emblématique de cette « nouvelle génération de dirigeants », instruits et « progressistes », précurseurs et modernes, que Washington croyait alors avoir décelée en Ouganda.

Des Premières dames ougandaises, on connaissait jusque-là la « mère de la nation », Mama Obote – épouse discrète et directrice de la Miria Obote Charity Fund –, ainsi que les « femmes-trophées » du général Idi Amin. Janet Museveni, quant à elle, imposait une image qui tranchait avec les photos sur papier glacé du mariage fastueux d'Obote au stade de Lugogo ou avec les articles sulfureux sur les quatre épouses d'Amin s'accommodant des « gardes du corps » féminins de leur mari, de ses multiples relations extraconjugales et autres marivaudages pratiqués, le plus souvent, avec les femmes de ses ministres ou de ses opposants politiques. À l'efficacité austère et militaire de Museveni, Janet opposait la sophistication et le raffinement. Si l'on se gaussait du *kufia* (chapeau) cachant le crâne chauve du président, les cheveux courts de la Première dame étaient devenus si populaires que la « *french cut* » (« coupe à la française »), considérée dans les années 1990 comme le comble du bon goût, avait été rebaptisée « *Janet cut* »⁶. À l'étranger, on la félicitait d'avoir fait abandonner à son mari ses chemises safari à manches courtes pour des costumes élégants. Autour de la main de fer, Janet était le gant de velours.

Auparavant timide et réservée, Janet apprit à parler en public. Au milieu des années 1990, après avoir repris ses études à l'université de Makerere, elle obtint un *Bachelor of Arts* (équivalent de la licence) en éducation spécialisée pour la petite enfance. La Première dame devint la « chouchoute » de la presse est-africaine. Elle n'hésitait plus à appeler les journalistes du *New Vision* pour critiquer le choix des photos de son mari publiées dans la presse. « *Business woman* » accomplie, elle investissait dans l'immobilier et possédait des parts dans plusieurs affaires et magasins. Sa ferveur religieuse elle-même semblait faire d'elle une Première dame « nouvelle génération ». À renfort de citations des Saintes Écritures, Janet défendait une théologie de la prospérité par l'effort et le travail, rompant ainsi avec le « syndrome de la main tendue » (« *beggar syndrome* ») de l'Afrique des « dinosaures ».

Janet construisait son personnage de Première dame, le régime renforçait sa légitimité. En 1996, les élections consacraient l'ascension de l'une autant que l'apogée de l'autre. Au cours de cette première campagne présidentielle, Janet s'afficha sans relâche aux côtés de son mari, dans ses tournées, ses meetings, ses conférences de presse. Les actions de bienfaisance grâce auxquelles elle avait créé un lien de proximité avec la population, autant que son prosélytisme pentecôtiste constituaient les principaux vecteurs de pénétration de son effort de mobilisation progouvernementale. Ils étaient également les réceptacles de sommes d'argent considérables versées sous forme d'aides ou de dons utilisables le plus souvent à discrétion. Museveni remporta les élections haut la main avec plus de 70 % des voix. Cette victoire consacrait dix années de stabilité dans le sud du pays, d'excellents résultats macroéconomiques, encensés par les institutions financières internationales, et une influence politico-militaire croissante dans la région. Le couple présidentiel était institutionnalisé ; à l'intérieur comme à l'extérieur, le pouvoir était acclamé.

Pourtant, la « combinaison d'un climat international favorable, de médias généralement bienveillants envers Museveni, un exercice de relations publiques bien coordonné et un soutien intellectuel de ceux qui voient la main ferme de Museveni sur l'armée et son influence croissante dans l'Afrique centrale et orientale comme un signe de la stabilité de l'Ouganda, ont [...] occulté les défauts du régime particulièrement dans le champ politique en général et la démocratie en particulier⁷ ». Après dix années de pouvoir, les divergences

6. C. Onyango-Obbo, « A First Lady gets the last laugh », *The East African*, 16-22 décembre 1996, et « The Museveni *kufia* has come of age », in C. Onyango-Obbo, *Ear to the Ground*, Kampala, CAD Publishing Ltd, 1996, p. 55-57.

7. J. Ocitti, *Political Evolution and Democratic Practice in Uganda 1952-1996*, New York, Edwin Mellen Press, 2000, p. 396-397.

idéologiques commençaient à poindre au sein même du Mouvement. Parmi ces critiques internes, une voix nouvelle se fit entendre : celle de Winnie Byanyima.

**CRISE DE LÉGITIMITÉ DU RÉGIME ET STRUCTURATION
DE LA « NOUVELLE OPPOSITION » : LE RETOUR DE WINNIE BYANYIMA**

Pendant que Janet s'installait dans ses fonctions de Première dame, Winnie s'était vu offrir, en 1988, un exil doré en tant que première secrétaire de l'ambassade d'Ouganda à Paris. Elle en démissionna en 1993 pour se présenter aux élections de l'Assemblée constituante de 1994. Malgré sa mise à l'écart, Winnie n'avait rien perdu de sa verve et de sa pugnacité, et cette période d'éloignement géographique fut aussi celle d'une distanciation idéologique vis-à-vis du NRM et de ses dirigeants. Éluë parmi les quelque 50 femmes d'une Assemblée de 286 membres, Winnie prit la tête du Caucus des femmes, l'un des plus actifs et des mieux organisés.

Depuis la fin des années 1980, les associations de femmes s'étaient multipliées à la faveur de la politique de discrimination positive du gouvernement et du discours d'émancipation qui la sous-tendait. Le fort activisme des organisations de femmes était donc « toléré » par le pouvoir qui trouvait en elles de ferventes partisans. Le régime avait aussi parrainé l'ascension de plusieurs figures féminines charismatiques à des postes de décision et d'influence au sein de l'exécutif⁸ : le Dr Specioza Kazibwe, vice-présidente de 1994 à 2003, l'austère Miria Matembe, Madame « Éthique et Intégrité », la « Dame de fer » Julia Ssebutinde, juge remarquée lors du procès qu'elle présida en 1999 sur la police ougandaise puis sur la corruption au sein de l'administration fiscale, etc.

Rejoignant la vague déferlante des organisations de femmes, Winnie fut élue à la direction de l'une des plus importantes ONG locales, le Forum for Women in Democracy, dès sa création en 1995. Le Fowode formait les femmes au *leadership* politique et les sensibilisait à la nécessité de se mobiliser sur la scène locale et nationale. Quand Janet s'adressait aux femmes comme à des groupes marginalisés, Winnie, de son côté, en faisait des actrices du développement et de l'émancipation politique.

À la fin des années 1990, Winnie Byanyima était l'une des dirigeantes féminines les plus populaires. Renonçant, lors des élections législatives de 1996, aux sièges réservés, elle disputa et remporta brillamment face à des candidats hommes le siège de Mbarara, la deuxième ville du pays. Elle prit alors la vice-présidence du Comité parlementaire sur les comptes publics. En 1997, sa croisade anticorruption lui valut les deux titres honorifiques de parlementaire et de Femme de l'année. Winnie représentait alors le garde-fou du Mouvement,

l'agent d'une saine expurgation de ses dérives. Au sein de l'appareil dirigeant, en revanche, on s'inquiéta vite de ses critiques intarissables sur les droits de l'Homme ou les libertés publiques. Winnie jouait les électrons libres. Autour d'elle et de quelques autres – dont le colonel Kiiza Besigye⁹, son nouveau compagnon – s'était graduellement structurée l'aile « modérée et progressiste » du Mouvement. Optant pour le dialogue plutôt que pour une solution militaire dans la résolution du conflit au Nord, pour l'ouverture au multipartisme plutôt que pour une prolongation par voie référendaire du Mouvement, et condamnant la militarisation de la scène régionale, ce courant réformateur s'opposait de front aux caciques du régime.

En outre, Winnie savait mettre à profit ses nombreuses « connections » internationales et se faire entendre des ambassades étrangères et des organismes multilatéraux pour servir sa cause : conseillère pour le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud) sur le renforcement de la capacité parlementaire, elle participait aussi au groupe consultatif du Fonds des Nations unies pour la femme (Unifem). Elle était membre du Centre de recherche international sur les femmes et faisait partie du bureau exécutif de l'African Capacity Building Foundation (ACBF) financée par la Banque mondiale et le Pnud. Très loquace, habituée des débats publics et de la presse, disposant de l'oreille attentive de ces organismes et des représentations étrangères, elle dénonçait régulièrement les détournements de fonds et les abus d'autorité des premiers cercles de pouvoir. Très informée et audacieuse, Winnie plantait ses banderilles dans le cuir du NRM, s'attirant les foudres des mouvementistes les plus influents, mal préparés à affronter cette « ennemie de l'intérieur¹⁰ ». Relativisant l'étendue de la corruption, ils critiquaient ces

8. De deux représentantes féminines dans le Parlement des années 1970, leur nombre était passé à plus de 50 après 1989. En 2000, elles occupaient 19 % des sièges de députés et 30 % des postes du gouvernement local. Voir A. M. Tripp, « The politics of autonomy and cooptation in Africa: the case of Ugandan women's Movement », *The Journal of Modern African Studies*, vol. 39, n° 1, 2001. Cependant, ces nominations à la fois stratégiques et hautement symboliques n'apportaient pas la garantie d'une émancipation plus large des femmes. Instruments de communication du régime à l'extérieur et stratégie de mobilisation de l'électorat féminin à l'intérieur, les leaders féminins eux-mêmes soutenaient d'ailleurs moins la cause des femmes que celle du Mouvement qui leur avait donné accès à ces postes à responsabilités. Les institutions locales continuaient d'être dominées par des hommes.

9. Kiiza Besigye avait rejoint la NRA en juin 1982. En 1986, il devint secrétaire d'État aux Affaires intérieures. Conseiller présidentiel et idéologue du Mouvement, il fut commissaire politique national jusqu'en janvier 1991 avant de faire carrière dans l'armée.

10. Rendue inefficace par les lois restrictives imposées aux partis politiques, l'opposition traditionnelle du DP ou de l'UPC, au *leadership* vieilli et divisé, n'avait guère offert jusqu'alors d'alternative crédible au régime.

politiciens avides de popularité « bon marché » qui montaient cette question « en épingle¹¹ ». Résolu à faire taire les voix discordantes, Museveni joua tour à tour, à son habitude, de la carotte et du bâton : en juillet 1998, il nomma Winnie directrice de l'Information au sein du secrétariat du Mouvement. Mais cette tentative de cooptation tourna court. En dépit de plusieurs avertissements privés de Museveni, Winnie continua de fréquenter la presse ou les studios de l'émission radio du Capital Gang pour dénoncer la corruption rampante au sein du NRM, la marginalisation de toute forme d'opposition, l'intervention militaire de l'Ouganda au Congo, le népotisme du pouvoir ou les exactions de l'armée au nord¹².

De fait, les affaires de corruption rattrapaient le cœur de l'appareil politique et militaire de l'État. Les premières révélations, en 1998, de scandales financiers et les dévoiements de l'armée dans la guerre du Congo mettaient en cause les premiers rangs du pouvoir, jusqu'au cercle des intimes du président. Dans son rapport de mars 1998, l'Auditor General constatait de nombreuses malversations financières dans les comptes classifiés de l'Uganda People's Defense Forces (UPDF). En novembre 1998, K. Besigye prononçait une critique virulente du Mouvement et demandait des réformes par voie de presse¹³. En décembre, alors que le Groupe consultatif des bailleurs se réunissait à Kampala, un rapport de la mission anticorruption de la Banque mondiale épinglait plusieurs « puissantes familles¹⁴ » : Sam Kuteesa, ministre d'État des Finances chargé de la planification et de l'investissement – défendu bec et ongles par Museveni – et son secrétaire d'État en charge de la privatisation, Matthew Rukikaire, dont la femme était l'une des assistantes de Janet, étaient accusés de corruption et de conflits d'intérêts pour leur rôle dans le processus douteux de privatisation ; Salim Saleh était lui aussi mis en cause pour le scandale de l'Uganda Commercial Bank (UCB), rachetée frauduleusement *via* une société écran malaise¹⁵. Puis, ce fut au tour de la mission des experts de l'Onu au Congo de malmener directement l'entourage présidentiel : S. Saleh, une fois encore, Jovia Akandwanaho, son épouse, ainsi que le fils des Museveni, Muhoozi, étaient dénoncés pour leur participation au pillage et au commerce frauduleux des ressources congolaises, à l'abri de sociétés écrans et de prête-noms.

Une fois encore, au début de l'année 1999, Winnie se heurta lors d'un débat radiodiffusé à un pilier du régime, le major Noble Mayombo. Elle accusa l'armée de partialité dans sa gestion des cas de corruption en son sein. Quelques semaines plus tôt déjà, elle avait défendu au Parlement une motion de censure contre Sam Kuteesa¹⁶. Fragilisés par ces scandales en cascade, les dirigeants du Mouvement s'irritaient de chacune de ces provocations. En février 1999, sous leur pression, Museveni relevait Winnie de ses fonctions. Ce renvoi marquait clairement l'abandon de l'inclusivité du régime. Il manifestait l'intolérance

croissante à toute critique interne et la montée en puissance de la « ligne dure » au sein du NRM¹⁷. Il accélérât également la structuration et la radicalisation de l'opposition intérieure au Mouvement ainsi que son entrée en dissidence.

En juillet 1999, Byanyima officialisa sa relation avec Besigye et accoucha de son premier enfant. Naissait alors le « couple d'opposition » concurrent du couple présidentiel. Devenant les leaders de la « nouvelle opposition », leur alliance « politico-matrimoniale » élargissait à profit leurs bases de soutien et crédibilisait leurs motifs d'action dans la perspective des élections de 2001.

LES ÉLECTIONS DE 2001 : COMBAT DE CHEFS

ET DE FEMMES DE CHEF

Si, en 1996, les piliers du régime étaient parvenus à dissuader Besigye de se présenter contre Museveni, c'est fortement encouragé par sa jeune épouse qu'il entra cette fois dans la course pour les présidentielles en 2001. Alors que le capital de légitimité du régime s'érodait, la candidature de cet homme du séraïl augurait d'une configuration électorale délicate. Les arguments tendancieux de Museveni sur la séropositivité de son adversaire, la mobilisation d'une partie de la presse dans une campagne de dénigrement de Besigye et de Byanyima, les démonstrations de force et la résurgence des violences montraient la perception lucide du danger par le pouvoir en place. Jamais encore les sphères publique et privée ne s'étaient si intimement mêlées lors d'une échéance électorale. Et, pour la première fois, les épouses des candidats étaient elles aussi impliquées.

11. C. Onyango-Obbo, « With Byanyima's ouster, NRM Harliners are on the rise », *The East African*, 22-28 février 1999.

12. C. Onyango-Obbo, « Museveni's minder spins out of control », *The East African*, 22-28 février 1999.

13. Museveni menaçait Besigye de Cour martiale. Besigye était alors conseiller militaire pour le ministère de la Défense. Il démissionna de l'armée en janvier 2001. Voir *The New Vision*, 10 janvier 2001.

14. C. Onyango-Obbo, « Good openings at fraud@uganda.com », *The East African*, 17-23 décembre 1998.

15. Nommé directeur général du holding de son oncle le 14 janvier 1998, le fils de Museveni, Muhoozi, avait discrètement démissionné de son poste pour fuir le scandale. Voir *The New Vision*, 19 juillet 1999.

16. Souvent, cependant, une démission ou un remaniement ministériel opportun exonérait les ministres censurés de poursuite judiciaire. La cérémonie de mariage de Muhoozi Museveni, en juillet 1999, symbolisait cette culture de l'impunité et du recyclage du *leadership* NRM par le nombre de ministres censurés ou compromis figurant parmi les invités, à commencer par le père de la mariée, Sam Kuteesa. Voir *The New Vision*, 23 juillet 1999.

17. Voir C. Onyango-Obbo, « With Byanyima's ouster... », art. cit.

Winnie était directrice de campagne de Besigye et partageait, à ce titre, le devant de la scène et les titres des journaux, tout en refusant de se faire appeler Winnie Besigye. Habitée des meetings politiques et des têtes d'affiche, elle dut pourtant faire profil bas pour laisser la vedette à son mari. Cet adversaire « bicéphale » menaçait donc Museveni sur son propre terrain. Besigye utilisait les mêmes ressorts de légitimité que Museveni : ceux du maquis et de l'armée. Le noyau dur de ses partisans risquait de se diviser, tant dans sa province d'origine, dont Besigye et Byanyima étaient également issus, qu'au sein du Mouvement. Lui, mi-mukiiga mi-muhiru et protestant, elle, muhima et catholique, Besigye et Byanyima pouvaient compter sur de larges soutiens. Ensemble ils recueillaient les votes d'une partie de l'armée et des modérés du Mouvement ainsi que ceux d'une partie du DP (grâce au soutien de son leader, Paul Ssemogerere). De plus, Besigye avait pu approcher le *kabaka* et d'autres dignitaires baganda grâce aux relations d'Edith Byanyima, sa belle-sœur. Par ailleurs, l'ancienne proximité des deux opposants avec le sommet du régime les avait rendus familiers des coulisses du pouvoir et détenteurs de secrets susceptibles d'embarrasser Museveni. En retour, les intimidations, les violences et la répression se multipliaient. La rhétorique du pouvoir s'était durcie : de « mouvementistes modérés », Besigye et Byanyima devenaient des « criminels », des « terroristes », dont l'objectif était de déstabiliser le pays¹⁸.

Janet, de son côté, parcourait l'Ouganda pour faire campagne en faveur du président sortant. Dès décembre 2000, elle réunissait à Kampala plusieurs femmes éminentes du régime ou proches d'elle. Battant la campagne sans son mari, elle prit la tête d'une nébuleuse de groupes de soutien qui s'attira de nombreuses critiques, y compris celles de l'équipe de campagne officielle, pour ses discours ethnistes, ses méthodes radicales et son zèle¹⁹. Ces *nyekundire* (« groupes de volontaires » en runyankore), particulièrement actifs en Ankole, allaient d'associations assez floues de personnes « placées dans l'orbite de la Première famille et de *born-again* » à une structure plus formelle, la Women's Organisation for the Return of Kaguta (Work) – Kaguta est le deuxième prénom de Museveni –, qui réunissait plusieurs personnalités ougandaises²⁰. Entourée des ministres féminins du gouvernement et des principaux membres de la famille présidentielle (Salim Saleh, Jovia Akandwanaho, Susan Muwhezi...), Janet activait sans relâche ses réseaux sociaux, familiaux et religieux²¹. Aussi, lorsque, après un scrutin contesté, Museveni remporta les élections, c'est Janet surtout que l'on félicita lors de la célébration de la victoire. Personne ne souffla mot de l'équipe de campagne officielle de Museveni dirigée par Moses Kigongo, vice-président du Mouvement.

L'influence de Janet sur la scène politique était allée crescendo depuis la campagne électorale de 1996. Sa présence renforcée en 2002 illustrait le resserrage du régime autour de nouveaux centres de pouvoir, comme les Églises

born-again. L'exploitation par le pouvoir de la ferveur pentecôtiste de Janet soulignait la résurgence récente du phénomène religieux sur la scène publique et sa mutation structurelle – avec le déclin des deux grandes Églises traditionnelles (catholique et protestante) face aux « nouveaux mouvements religieux » très en vogue. L'image de droiture morale et de transparence dont ceux-ci se prévalaient expliquait en partie la bienveillance du régime envers eux : leur présence au sein du pouvoir était censée témoigner de sa volonté d'abandon d'une gestion néopatrimoniale²². En 1998, alors que le Club de Paris exerçait de fortes pressions, le gouvernement mit en place un ministère de l'Éthique et de l'Intégrité, dirigé par une fervente *born-again*. C'est encore des *born-again* que Museveni recrutait pour prendre la direction de l'administration fiscale rongée par la corruption. Janet représentait, à ce titre, l'icône indispensable d'une moralisation de l'espace public.

À y regarder de plus près, la religion pentecôtiste modifiait aussi la perception et les représentations de la corruption. Sa théologie de la prospérité réconciliait imaginaire sorcellaire et « politique du ventre » par un discours faisant des richesses matérielles un don de Dieu. Le mode d'acquisition des richesses importait moins que sa redistribution à l'Église. De plus, la spiritualisation du politique à travers le culte de l'individualisation et du travail aidait à masquer en partie la panne de programme politique, le déficit démocratique du régime et le désengagement de l'État en Ouganda. En même temps qu'elle participait à la lutte contre le désenchantement, l'insertion de Janet dans les milieux *born-again* régénérait les soutiens du pouvoir à l'intérieur comme à l'extérieur du pays.

Car le pentecôtisme, à travers certaines stars télévangéliques tel Franklin Graham (dont le père, Billy, avait convaincu George Bush de se convertir), « connectait » Janet au mouvement global de transnationalisation religieuse

18. Soupçonné par Museveni de fourbir une rébellion armée depuis le Congo avec le soutien du Rwanda voisin, Besigye avait été également accusé de vouloir s'associer aux hommes de la Lord's Resistance Army (LRA) pour conduire le pays à la guerre. Voir *The Monitor*, 6 janvier 2003.

19. A. Mwenda, « Mrs Museveni forms own campaign team », *The Monitor*, 1^{er} janvier 2001.

20. C. Onyango-Obbo, « "Crown prince" Museveni, and "Queen" Janet », *The Monitor*, 9 mai 2001, et entretiens, juillet 2004, université de Makerere, Kampala.

21. Le matériel de campagne de Besigye avait été retenu par l'administration fiscale (Uganda Revenue Authority). Il arrivait d'Afrique du Sud *via* la compagnie de transport d'Edith Byanyima, sœur de Winnie. Odrek Rwabogo, futur gendre de Janet, était alors le porte-parole de l'URA. Voir *The New Vision*, 15 janvier 2001.

22. A. Corten et A. Mary, « Introduction », in A. Corten et A. Mary (dir.), *Imaginaires politiques et pentecôtismes. Afrique/Amérique latine*, Paris, Karthala, 2001, p. 11-38.

ainsi qu'à ses puissants réseaux de communication et circuits financiers²³. Les passerelles entretenues avec les Églises mères américaines et les « dollars de Dieu », autant que le soutien apporté par les conservateurs américains de la Maison-Blanche, représentaient un enjeu à la fois politique et financier important dont Janet constituait l'une des antennes-relais. Parce qu'elle se situait à l'articulation de ces nouveaux réseaux de pouvoir, Janet pouvait désormais imposer ses choix. Sous son influence, certaines réunions ministérielles commençaient par une prière. Elle avait incité Museveni à se joindre aux séances de culte collectives regroupant des milliers de fidèles dans les stades de la ville. À force de pressions, elle avait fait annuler un projet de loi visant à enregistrer les Églises au même titre que les ONG, ce qui aurait risqué de freiner leur expansion. Difficile encore de ne pas lire son influence dans la prise de position de Museveni contre le port du préservatif au sommet de Bangkok sur le sida, en juillet 2004²⁴.

Plus le régime était fragilisé, plus l'ascendant de Janet se faisait sentir. Désormais, son autorité débordait les limites du champ religieux pour atteindre l'appareil de sécurité et d'État : en juillet 2002, elle était intervenue de manière déterminante pour empêcher le renvoi de son parent, le brigadier Tumukunde, du poste de directeur de l'Internal Security Organisation (ISO)²⁵. L'échéance présidentielle de 2006 et la controverse autour de la volonté de Museveni de lever les obstacles constitutionnels à une troisième réélection avaient éloigné des collaborateurs parmi les plus anciens et les plus proches du président. C'était désormais sur les réseaux de la Première famille qu'il fallait s'appuyer. Il n'était plus question de confier les postes de responsabilité à des techniciens ou à des hommes pour leurs compétences mais à des officiels dociles, « aveuglément dévoués » et souvent corripibles, qui élargiraient à profit les chaînes clientélistes du pouvoir. Or, dans la logique nouvelle de scissiparité du noyau dur du Mouvement, les cercles de la famille élargie constituaient les bases de soutien les plus solides pour le pouvoir en place. Et Janet était celle qui présidait à la destinée de sa famille.

En matière maritale, la Première dame choisissait méticuleusement ses gendres, tous hima et *born-again*. L'organigramme de State House avait été remanié pour ne plus quasiment compter parmi son personnel que des personnes issues des cercles de confiance, liés à Janet par le sang ou les alliances matrimoniales. C'est à Muhoozi Museveni qu'avait été confiée la direction des opérations de combat de l'Unité de protection présidentielle réformée et portée à plus de 4 000 hommes suréquipés en 2003. Formé à Sandhurst dont il était sorti second lieutenant en janvier 2001, il avait présidé à la restructuration du Special Revenue Protection Service (SRPS), une unité paramilitaire de lutte contre la contrebande. À 30 ans, il dirigeait l'empire financier de son oncle, Salim Saleh, dont il partageait les intérêts dans plusieurs entreprises.

Les considérations de survie politique passaient également par une sécurisation de l'ancrage économique de la famille Museveni et de ses proches soutiens. La « génération Museveni » – les « millionnaires de 1986²⁶ » – roulait désormais en Mercedes, fréquentait les clubs de sport de l'Equatoria et du Sheraton et faisait ses courses au complexe commercial flambant neuf de Garden City, dans lequel, d'ailleurs, Janet possède des intérêts. Même si le couple présidentiel menait ses affaires avec prudence et dans la plus grande discrétion, plus personne ne croyait aux déclarations grossières de Museveni affirmant devant l'Auditor General ne posséder que 5 millions de shillings (soit environ 2 500 dollars) sur son compte bancaire.

Natasha Museveni, mariée au riche avocat Edwin Karugire, avait lancé un magasin de mode dont Janet était actionnaire. Sa sœur, Patience, était le principal exportateur ougandais de maïs et de haricot. Suite à un avantageux accord de location signé avec l'Uganda Revenue Authority en 2002, sa société jouissait de 9 000 m² dans le port de Nakawa pour un tarif très préférentiel²⁷. Elle fournissait notamment le Programme alimentaire mondial chargé de la distribution de nourriture aux 1,8 million de déplacés du nord de l'Ouganda. Son mari, Odrek Rwabogo, ancien cadre de l'administration fiscale, possédait une entreprise de consultance et monopolisait le marché des campagnes publicitaires gouvernementales. « L'armée, la douane, les impôts, les télécommunications, le système bancaire, l'exportation... La famille Museveni a verrouillé toute l'économie », soulignait un homme d'affaires. « Tout gros contrat passe par State House et toute négociation de gros contrat s'accompagne de commissions²⁸. »

23. *Decision Magazine*, le magazine du « pape évangélique » Billy Graham, faisait de Janet la tête de proue d'un prosélytisme religieux en Afrique et le relais de la « destinée manifeste » des États-Unis à propager la parole de Dieu dans le monde. Voir T. Layton, « A country that can give back to the world », *Decision Magazine*, février 2003.

24. L'UYF constituait le siège de la croisade de Janet en faveur de l'abstinence. Dans son programme de 2003, l'UYF tronquait le développement du sigle « ABC » de son appel à l'usage du préservatif pour rediriger son message vers : « *Abstinence the Best Choice* ». Voir UYF, *Uganda National Abstinence Programme (UNAP), 4-Year Development Proposal, 2003-2007*, août 2003, p. 12, miméo.

25. Lors d'une réunion du haut commandement, Tumukunde s'était vivement querellé avec le commandant en chef James Kazini, un proche de Museveni, au sujet de l'affaire des « soldats fantômes » dans laquelle Kazini était impliqué. L'ordre avait déjà été donné d'évincer Tumukunde, lorsque Janet s'interposa. Bien que maintenu à la tête de l'ISO, Tumukunde perdit toutefois l'accès aux ressources au profit de son adjoint, le colonel Elly Kayanja, fidèle de Museveni. Voir C. Onyango-Obbo, « Part two of the inside story Tumukunde saga : is Museveni's power in decline or he's planning a big fight ? », *The Monitor*, 31 juillet 2002.

26. C. Onyango-Obbo, « Meet Museveni's new tribe », *The Monitor*, 28 janvier 1998.

27. A. Awori, « Museveni too costly for Matooke Republic », *The Monitor*, 26 octobre-1^{er} novembre 2003.

28. Entretien, juillet 2004, Kampala.

L'entretien des réseaux de patronage coûte cher. Alors que la famille Museveni était arrivée au pouvoir avec une image de simplicité et de frugalité, la gestion opaque des fonds de la présidence ressemblait plus désormais à celle d'un panier percé. State House avait épuisé en moins de six mois le budget qui lui avait été accordé en 2002-2003, obligeant le Trésor à avancer 4 milliards de shillings supplémentaires (soit plus de 2 millions de dollars). L'année suivante, alors que le Parlement avait accepté une augmentation du poste budgétaire, le ministre à la présidence annonçait, dès août, que la somme serait insuffisante²⁹. À la fin des années 1990, Nakasero Lodge fut agrémenté de cours de tennis, d'un gymnase et d'un sauna avec musique d'ambiance. State House avait également fait l'acquisition de deux Mercedes classe C pour les deux filles aînées de Museveni, qui disposaient déjà d'une Range Rover blindée. En août 2003, après examen du budget, le Parlement avait demandé aux officiels de State House de réduire leur train de vie³⁰. Quelques semaines plus tôt, Janet avait acquis pour une somme coquette un immeuble de bureaux situé sur la colline de Nakasero. Déjà le Parlement lui avait refusé l'octroi de 400 millions de shillings (220 000 dollars) pour la rénovation des bureaux, privés, de l'Uweso sur Malcom X Road et de son mur d'enceinte³¹. Fin 2003, un nouveau scandale éclata après que le député Aggrey Awori eut révélé que la fille et la belle-fille du président avaient utilisé, quelques mois plus tôt, le jet présidentiel pour que Natasha puisse mettre au monde son deuxième enfant dans une clinique allemande. On assista donc à une explosion des dépenses « présidentielles » et à une rupture dans le style de vie de la *First Family*. L'émergence d'une « deuxième génération Museveni » trahissait une évolution sensible de la représentation et des signes extérieurs du pouvoir autant que des ressorts de son fonctionnement. Pourtant, commentait la présidente du Comité parlementaire sur les affaires présidentielles, « ce sont des "sauvés" et je pensais qu'ils agiraient en tant que tels. Ne sont-ils pas "sauvés" ³² ? ».

En 1986, l'avenir de Janet semblait très incertain. Devant ses invités, Museveni déclarait alors ne pas croire à « ces non-sens de Premières dames ». « Un ami présent à la fête, relate un journaliste, m'a dit que Janet était blessée et humiliée. Pourtant elle eut encore l'humilité de s'agenouiller et de servir Museveni. C'était décembre 1986. Janet s'est depuis habilement frayé un chemin à travers le champ miné de la politique pour devenir non seulement une *First Lady* très visible mais la femme (certains disent la politicienne) la plus puissante en Ouganda³³. » Janet avait adouci la représentation guerrière du chef révolutionnaire. Elle avait imposé son couple légitime sur la scène intérieure et internationale pour devenir l'un des symboles de la normalisation du régime. Désormais, elle constituait l'un des nouveaux atouts de

Museveni en régissant l'exploitation de trois des principaux réseaux de soutien au régime : la *First Family*, les Églises *born-again* et les organisations de femmes³⁴.

De son côté, Winnie Byanyima, bien que sortie perdante des élections présidentielles, brava une nouvelle fois le pouvoir. Malgré la répression postélectorale organisée par les services de sécurité présidentiels, la campagne de dénigrement, la surveillance et les arrestations à répétition dont elle fut l'objet, elle remporta en juin 2001 les élections législatives à Mbarara face au commissaire de district Ngoma Ngime, pourtant fortement soutenu par les caciques du régime. La confrontation électorale de Besigye avec Museveni avait précipité la transition du régime vers le multipartisme. Cependant, Winnie, désormais évincée du Mouvement (rebaptisé NRM-Organisation, NRM-O), avait perdu une bonne part du capital politique et économique dont elle avait su user jusqu'alors. Craignant pour sa sécurité, Besigye, quant à lui, avait préféré quitter l'Ouganda pour se réfugier en Afrique du Sud d'où il dirigeait à distance un nouveau parti politique, le Reform Agenda³⁵. À nouveau seule, Winnie s'était régulièrement absentée du Parlement pour rejoindre son mari à l'étranger, avant d'obtenir, avec l'aval de Museveni, un poste à l'Union africaine à Addis-Abeba.

La montée en puissance de Janet sur la scène politique, son enracinement en tant que figure politique à part entière et l'exploitation intensive de ses réseaux d'influence manifestaient tous les signes du « syndrome des Premières dames », mal symptomatique des pouvoirs non démocratiques, symbole de la personnalisation et de l'informalisation d'un régime à la fragilité désormais apparente. La marginalisation de Winnie, quant à elle, mettait en évidence les contradictions de la « démocratie du Mouvement » et l'abandon de ses ambitions inclusives au profit d'une gestion militarisée de l'opposition

29. S. I. Ngada et N. L. Wamoka, « Museveni's expensive grandchild », *The East African*, 1^{er} octobre 2003.

30. S. I. Ngada, « MPs ask Museveni drop luxurious life », *The Monitor*, 8 août 2003.

31. A. Awori, « Museveni too costly for Matooke Republic », art. cit.

32. S. I. Ngada et N. L. Wamoka, « Museveni's expensive grandchild », art. cit.

33. O. K. Aliro, « Janet is my choice for Woman of the Year 2000 », *The Monitor*, 11 janvier 2001.

34. Se distanciant des Églises traditionnelles qui menaient campagne aux côtés de l'opposition contre la levée des limites constitutionnelles au renouvellement des mandats présidentiels, les Églises *born-again* offraient leur discret soutien en faveur d'un troisième mandat de Museveni.

35. Placé sous surveillance, Besigye avait reçu l'interdiction de quitter le pays. En août 2001, alors qu'un mandat d'arrestation avait été lancé contre lui, il s'enfuit aux États-Unis puis en Afrique du Sud.

intérieure³⁶. Les trajectoires des deux femmes reflétaient la vulnérabilité nouvelle du régime et son recours à des réactions « viscérales » de survie politique. Mais « à vouloir se construire une forteresse, on en devient prisonnier », mettait en garde A. Ruzindana³⁷. En fait de « nouvelle génération », le régime ougandais, après dix-huit ans de pouvoir, retombait dans la norme de nombreux régimes africains confrontés à la contradiction apparemment irréductible entre l'institutionnalisation du pouvoir et leur propre survie politique. Comme d'autres avant lui, le régime de Museveni se heurtait à l'étape de la succession et du passage de témoin. Et l'on peut légitimement se demander si les tentatives du pouvoir pour lever les contraintes constitutionnelles empêchant un troisième mandat de Museveni ou les ambitions nourries par Janet pour son fils Muhoozi ne trahissaient pas une volonté de régénération du régime. En d'autres termes, les récentes évolutions du pouvoir annonceraient-elles l'avènement non plus d'une « génération » mais d'une « dynastie Museveni » ? ■

Sandrine Perrot
CEAN, Bordeaux

36. A. K. Mukwaya, « Movementocracy and Uganda's foreign policy within the Great Lakes Region security complexes, 1986-2002 », présenté à la conférence *Democratization and Conflict Management in Eastern Africa*, Centre for African Studies, Göteborg University, 28 février-3 mars 2002, p. 32, miméo. Respond Uganda, *The Dangers of Delaying Democratization in Uganda*, 1^{er} mai 2002, <<http://responduganda.org/background.asp>>, p. 1-3. Voir également S. Perrot, *La Reconstruction d'un ordre politique dans l'Ouganda de Yoweri Museveni (1986-2001) ? De la réversibilité du chaos*, thèse de doctorat en sciences politiques, université Bordeaux-IV, à paraître chez Karthala en 2005.

37. A. Ruzindana, ancien combattant du Fronasa, ancien inspecteur général du gouvernement, est aujourd'hui à la tête du Parliamentary Advocacy Forum (PAFO) qui s'oppose au correctif constitutionnel autorisant un troisième mandat présidentiel. Entretien avec A. Ruzindana, 19 juillet 2004, Kampala.